

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

La Libye : les inondations causent "des milliers" de morts

Josiane MBANG NGUEMA (source AFP)
Libreville/Gabon

Plus de 2.300 personnes ont péri dans les inondations qui ont dévasté la ville de Derna dans l'Est de la Libye, selon les services de secours, mais les autorités et la Croix-Rouge craignent mardi un bilan beaucoup plus lourd.

Oussama Ali, porte-parole du "Service de secours et des urgences" libyen relevant du gouvernement internationalement reconnu de Tripoli, a affirmé à l'AFP que les inondations causées par la tempête Daniel avaient fait "plus de 2.300 morts" et environ 7.000 blessés à Derna, alors que plus de 5.000 personnes sont portées disparues.

Selon lui, au moins 65 autres personnes ont été tuées dans la tempête

dans d'autres villes et localités de l'Est de la Libye.

Les responsables du gouvernement rival qui siège dans l'Est de la Libye affirment, eux, que "des milliers" de personnes ont péri dans des inondations à Derna, ville de 100.000 habitants, la Croix-Rouge faisant état d'un bilan "énorme". Le porte-parole du ministère de l'Intérieur du gouvernement de l'Est, cité par les médias, a pour sa part affirmé que "plus de 5.200" personnes avaient péri à Derna.

"Je m'attends à ce que le nombre de morts s'élève à 10.000", a averti lundi soir le ministre de la Santé au sein de ce gouvernement, Othman Abdeljalil, soulignant que nombreux quartiers étaient toujours inaccessibles.

Les secouristes semblent dépassés par l'ampleur de la catastrophe, d'après des



Photo: DR

images filmées par des habitants de la région qui circulent sur les réseaux sociaux et montrent un paysage apocalyptique.

Des routes coupées, des éboulements de terrains et des inondations ont empêché les secours d'atteindre la population qui a dû se débrouiller par des moyens rudimentaires pour récupérer des corps et extraire des survivants sur

le point de se noyer.

Derna et d'autres villes sont coupées du reste du monde malgré les efforts des autorités pour rétablir les réseaux de téléphonie mobile et d'internet. Selon eux, les deux principaux barrages sur la petite rivière de Wadi Derna ont lâché dans la nuit de dimanche à lundi, provoquant d'énormes coulées de boue, détruisant les ponts et emportant de

nombreux immeubles avec leurs habitants de chaque côté de l'oued, avant de se déverser dans la Méditerranée. Un responsable de la Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) a indiqué mardi que les inondations en Libye avaient fait un nombre "énorme" de morts qui pourraient se compter en milliers et 10.000 disparus.

Niger: retour à Niamey de l'ex-Premier ministre Hama Amadou, farouche opposant au régime déchu

JMN (Source AFP)
Libreville/Gabon

L'ancien Premier ministre Hama Amadou, un farouche opposant au président Mohamed Bazoum renversé par un coup d'Etat fin juillet, est rentré à Niamey après plus de deux ans passés en France, a appris l'AFP mardi auprès de son entourage.

"Monsieur Hama Amadou est bien là. Il est arrivé à Niamey vers 01H30 (00H30 GMT) en provenance de Paris où il était parti se soigner depuis plus de deux ans", a confirmé à l'AFP Abdou Rafa, un de ses proches. D'autres membres de l'entourage de M. Amadou avaient annoncé son retour sur les réseaux sociaux.

Avant son départ pour la France, en avril 2021, M. Amadou était en détention préventive depuis un mois dans une prison à Filingué, une ville située à 200 kilomètres à l'ouest de Niamey.

Il avait été accusé d'être l'un des responsables des troubles ayant suivi la proclamation des résultats de l'élection présidentielle du 21 février 2021, remportée par



L'ex-Premier ministre et opposant Hama Amadou, est de retour au Niger.

Mohamed Bazoum, dauphin du président sortant Mahamadou Issoufou.

Malade, la justice lui avait accordé en avril 2021 une autorisation de deux semaines pour se soigner dans un hôpital parisien et il n'était plus rentré au Niger depuis. Après le coup d'Etat du 26 juillet dernier, Hama Amadou, également ancien président de l'Assemblée nationale (2011-2013), avait annoncé vouloir faire son retour au Niger, dirigé désormais par un régime militaire avec à sa tête le général Adbourahmane Tiani.

"Hama Amadou est l'un des plus

grands hommes politiques nigériens, il est tout à fait normal qu'il revienne dans son pays (...) il participera à l'effort de mobilisation de toutes les énergies pour le développement de notre pays", avait commenté le Premier ministre du Niger nommé par le régime, Ali Mahaman Lamine Zeine, lors d'une conférence de presse début septembre.

Hama Amadou a été à deux reprises Premier ministre du Niger, de 1995 à 1996 sous la présidence de Mahamane Ousmane puis de 2000 à 2007 sous Mamadou Tandja.

Mali : des groupes armés du nord revendiquent la prise d'une ville clé



Photo: AFP

Des groupes du nord revendiquent une offensive contre l'armée sur une ville clé,

JMN (Source RFI)
Libreville/Gabon

Des groupes armés du nord du Mali ont revendiqué mardi dans un communiqué la prise de la ville clé de Bourem, entre Gao et Tombouctou, au prix de combats avec l'armée malienne.

Le Cadre stratégique permanent, une alliance de groupes armés qui avaient signé un accord de paix avec l'Etat malien en 2015, a indiqué avoir mené une opération sur la ville garnison de Bourem qui "s'est soldée par le contrôle du camp et des différents postes avancés" des forces armées maliennes et de leur allié du groupe paramilitaire russe Wagner.

Il y a eu "d'intenses combats", a dit le porte-parole du CSP, Mohamed El Maouloud Ramadane. Aucun commentaire n'a été obtenu des autorités maliennes.

Une telle opération confirmerait la faillite de l'accord de paix signé en 2015 par une alliance de groupes armés à dominante touareg entrés en rébellion contre l'Etat central en 2012, par le gouvernement et par des groupes armés loyalistes. Après des semaines de tensions grandissantes, un des signataires de l'accord dit d'Alger, la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), avait indiqué lundi soir se considérer dorénavant en "guerre" avec la junte qui a pris le pouvoir par la force à Bamako en 2020.